

Hydrargyrisme

livres et demie de mercure par jour dans ce réseau fluvial, alors que le gouvernement avait assuré les autochtones et le reste des Canadiens que cette quantité n'était que de quelques onces par jour. Nous disposons, croyons-nous, de lois efficaces contre la pollution et au palier fédéral et au palier provincial, qui donnent au gouvernement le pouvoir de réglementer la pollution causée par l'émission d'éléments polluants dans l'atmosphère et dans l'eau. Si une usine déverse sept livres et demie de mercure, ce qui dépasse de beaucoup la quantité maximale, pourquoi laisse-t-on durer cet état de choses? Là encore, pas de réponse. Cela révèle une indifférence flagrante de la part du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral.

Le gouvernement provincial a offert des congélateurs aux habitants des réserves afin de les inciter à emmagasiner du poisson non contaminé ou à chasser du gibier et à recourir à d'autres sources d'alimentation. Comme l'a fait remarquer mon collègue, le député des Territoires du Nord-Ouest (M. Firth), ce genre de politique aura pour effet d'épuiser les ressources alimentaires animales de la région en l'espace de quelques années.

Comme je l'ai déjà signalé, cette maladie est terrible pour n'importe quel être humain. On a effectué des recherches au Japon, en Suède et au Canada pour essayer de trouver une solution à ce problème, et malgré toutes ces recherches, on constate avec stupéfaction que la plus grande partie des connaissances acquises n'ont pas été divulguées dans le public, qu'on n'y a pas donné suite ou qu'on ne s'en est pas servi pour résoudre le problème. On a effectué un programme quinquennal d'expérimentation dans les réserves de Grassy Narrows et White Dog. Les gouvernements fédéral et provincial du Québec ont effectué conjointement une étude sur l'hydrargyrisme dans le nord-ouest du Québec. Le rapport de cette étude a été présenté en 1975. Le ministère fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social a pris en charge un programme de recherche sur l'environnement pour étudier le tissu des cheveux et la composition du sang des gens vivant dans les régions qui, pensait-on, étaient contaminées. Nous avons tous ces rapports, mais nulle action n'a encore été prise jusqu'ici.

La Fraternité nationale des Indiens s'est livrée à une étude indépendante de toutes les autres. Elle a fait des recommandations et là encore, sauf quelques promesses ronflantes de nouvelles recherches, aucune action efficace n'a été entreprise pour résoudre ce dangereux problème de pollution. Les deux niveaux de gouvernement sont au courant du problème mais ils refusent de divulguer aux autochtones les informations qu'ils possèdent. Ils ont recommandé à ces derniers d'être patients, que plus de recherches doivent être effectuées et que le problème n'est pas aussi grave qu'ils le croient. Entre-temps, nous voyons de plus en plus—chez les enfants, les hommes et les femmes—de symptômes d'hydrargyrisme ou de la maladie de Minamata. Cette maladie modifie tout le mode de vie des autochtones, leur santé, leur gagne-pain et leurs revenus.

● (1520)

Je veux maintenant consigner au compte rendu l'histoire de M. Joe Payash, trente ans, père de sept enfants, qui vit dans la réserve de Grassy Narrows, dans le Nord-Ouest de l'Ontario. M. Payash explique comment fonctionne l'économie de la réserve. Cet homme, monsieur l'Orateur, touche des prestations de bien-être social pour la première fois de sa vie. L'été dernier, il a travaillé comme guide dans l'un des chalets de pêche. Il y retournera probablement l'été prochain, même s'il sait que le repas traditionnel de poisson, rempli de mercure, qu'il prend tous les midis sur la

rive avec les touristes qui l'emploient peut un jour le tuer. Il touche \$24 par jour pour guider deux personnes dans un bateau, et c'est ce qu'il a fait toute sa vie. Aujourd'hui il a des maux d'estomac et une oppression de la poitrine qui sont peut-être des symptômes d'hydrargyrisme. Il l'ignore. La dernière fois qu'on a analysé son sang, on lui a dit qu'il contenait 210 milliardième de mercure, ce qui est un niveau dangereusement élevé. Le niveau actuellement considéré comme le seuil de toxicité par le gouvernement de l'Ontario est de 100 milliardièmes. Mais comme le dit M. Payash: «C'est le seul travail que je sais faire, la seule façon que je connaisse de gagner ma vie.»

Il ne suffit pas d'envoyer des congélateurs aux indigènes pour qu'ils entreposent leur poisson non contaminé. Il ne suffit pas de leur dire qu'il faut procéder à de nouvelles études, qu'on ne peut pas appliquer nos lois sur l'environnement et que nous ne savons pas si c'est l'usine de produits chimiques de Dryden qui cause la pollution. Ces gens-là sont menacés de ruine, tandis que le gouvernement retarde la présentation des programmes qui permettraient de réorienter l'économie de ces régions touchées.

Il est intéressant de noter que les indigènes de ces réserves vivent de l'assistance sociale, non par faute de leur part, mais par manque de lois efficaces en matière d'environnement; l'industrie a pollué le réseau de rivières qui constituait leur moyen de subsistance. Avant 1969, le budget total consacré au bien-être social pour la réserve de White Dog était inférieur à \$50,000. En 1974, il passait à \$162,000. De même, celui de la réserve de Grassy Narrows était d'environ \$30,000 en 1969; en 1973, il passait à \$122,000.

Nous avons entendu parler de démembrement de familles et de quartiers dans cette région, nous avons entendu dire que certaines personnes se sont mises à boire de désespoir, que le taux d'alcoolisme monte en flèche, qu'il y a recrudescence de violence et, notamment, de voies de faits et d'attaques à mains armées, que des conjoints se séparent et que les enfants souffrent de cette séparation, et tout cela, parce que le gouvernement n'a pas assumé ses responsabilités ou parce qu'il n'a pas obligé l'industrie privée qui a détruit le gagne-pain de ces gens à assumer ses responsabilités.

Dans le laps de temps restreint dont je dispose, j'essaierai de proposer des solutions positives au gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral ne peut pas rejeter la responsabilité sur les gouvernements provinciaux parce que la rivière des Anglais et la rivière Wabagood traversent les limites provinciales et relèvent donc du gouvernement fédéral. En vertu des lois d'ordre écologique, le gouvernement fédéral a le pouvoir de prendre des mesures très strictes, et il le fera s'il veut vraiment essayer de résoudre le problème. Il peut forcer des usines polluantes à fermer leur portes. Il peut présenter des lois qui obligeront les sociétés à indemniser les victimes de la pollution causée par elles. Il ne suffit pas d'ignorer le problème et de dire que les sociétés n'ont pas pollué. Le problème se pose. Les sociétés ont bel et bien pollué. Il est temps qu'elles acceptent leurs responsabilités.

Le gouvernement fédéral peut aider les compagnies à se mieux équiper pour empêcher la pollution de l'environnement. Il peut le faire en adoptant des lois et, au besoin, en accordant des encouragements fiscaux pour accélérer le processus. En outre, nous pouvons adopter quelques-unes des suggestions des scientifiques japonais qui ont visité le nord-ouest de l'Ontario. Leurs recommandations, fondées sur leur expérience et leurs connaissances spécialisées, sont dignes d'un grand intérêt. Il recommandent, et je cite: 1. ... de mettre fin à la consommation de poisson contaminé et de rendre les indigènes conscients de la gravité de la situation.